



Les groupes de défense des droits des Palestiniens affirment que l'â??tiquette â??terreurâ?? dâ??IsraË«l ne les arrÃªtera pas

## Description

*Hagar Shezaf, 24 octobre 2021*



*Shawan Jabarin, le directeur d'Al-Haq, dans les bureaux de l'organisation à Ramallah, samedi. Crédit : Majdi Mohammed / AP*

Le directeur d'Al-Haq, l'une des six organisations et le groupe palestinien de défense des droits de l'Homme le plus important dans les territoires, a déclaré que les groupes étudiaient leur prochaine action en justice et qu'ils n'arrêteraient pas leur travail.

Les six organisations de la société civile palestinienne de Cisjordanie que le ministre de la Défense Benny Gantz a désignées vendredi comme des groupes terroristes ont déclaré samedi qu'elles ne se laisseront pas décourager par ce qu'elles appellent les efforts visant à les réduire au silence.

Al-Haq, l'une des six organisations, est le groupe palestinien de défense des droits de l'Homme le plus important dans les territoires et bénéficie d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Le service de sécurité Shin Bet a plusieurs fois par le passé empêché son directeur, Shawan Jabarin, de quitter la Cisjordanie pour se rendre à l'étranger.

Fondé en 1979, Al-Haq compile des rapports sur les violations des droits de l'Homme dans les territoires, tant par Israël que par l'Autorité palestinienne. Rien que l'année dernière, Al-Haq a publié des rapports sur les travailleurs palestiniens dans les colonies et la dépendance de l'économie palestinienne à leur égard, sur la torture dans les prisons de l'Autorité palestinienne, sur la liberté d'expression dans l'Autorité palestinienne et sur l'annexion de facto de la Cisjordanie par Israël.

Al-Haq est également l'une des forces à l'origine de la comparution d'Israël devant la Cour pénale internationale de La Haye.

**M. Jabarin a déclaré qu'Al-Haq n'avait pas prévu de l'ordonnance et a mis Israël au défi de présenter des preuves de ses affirmations. Lors d'une conférence de presse conjointe tenue par les organisations à Ramallah samedi, Jabarin a déclaré que les groupes étudiaient leur prochaine action en justice et qu'ils n'arrêteraient pas leur travail. « Gantz dit que nous sommes une organisation terroriste, alors que lui-même est un criminel de guerre », a déclaré Jabarin.**

Une autre organisation figurant sur la liste des groupes terroristes d'Israël est Addameer, fondé en 1991, qui offre une aide juridique aux Palestiniens dans les prisons israéliennes, publie des données sur eux et fait pression contre le système de justice militaire israélien, la détention administrative, l'isolement cellulaire et le refus de soins médicaux appropriés aux prisonniers. Addameer a défendu l'ancienne députée palestinienne Khalida Jarrar et Samer Arbid, accusé du meurtre de Rina Shnerb et considéré comme le chef d'une cellule terroriste, défendant le recours à la violence lors de son interrogatoire.

Addameer dit chercher à construire une société palestinienne libre et démocratique fondée sur la justice, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'Homme dans le cadre plus large du droit à l'autodétermination.

L'armée israélienne a fait plusieurs fois irruption dans les bureaux de l'organisation, la dernière fois en 2019, saisissant des ordinateurs, du matériel vidéo et des documents contenant des informations sur les prisonniers dont Addameer traitait les dossiers. La semaine dernière encore, Addameer a annoncé qu'Israël avait révoqué le statut de résident de Jérusalem de l'un de ses avocats, Salah Hammouri. Addameer a déclaré que la raison invoquée était l'implication de Hammouri dans une activité terroriste ou une association avec une entité terroriste, selon des informations confidentielles.

Saher Francis, directeur d'Addameer, a déclaré samedi aux journalistes que l'ordre de Gantz était le point culminant des mesures prises au fil des ans pour nuire aux organisations. « Surtout la lumière de la décision de la cour pénale de La Haye d'ouvrir une enquête et du changement de paradigme dans la mesure où le monde a commencé à parler du colonialisme et de l'apartheid à cela inquiète l'occupation et nous pensons qu'il s'agit d'une nouvelle

tentative de nous faire taire Â», a-t-elle d'Ã©clarÃ©.

***Defense for Children International-Palestine a Ã©tÃ© fondÃ©e en 1991 en tant que branche de l'organisation internationale Defense for Children, dont le siÃ©ge est Ã GenÃve, en Suisse. DCI-Palestine fournit une aide juridique aux enfants dans les tribunaux militaires en IsraÃ«l et mÃne des recherches sur les enfants emprisonnÃs par IsraÃ«l, ainsi que sur l'impact de l'occupation sur les droits des enfants, y compris le droit Ã l'Ãducation et au logement. L'organisation documente les cas oÃ¹ des mineurs palestiniens sont tuÃs par IsraÃ«l, notamment une vidÃeo montrant le tir mortel de Nadim Nawara, 17 ans, lors d'une manifestation du Jour de la Nakba Ã Bitunya en 2016.***

En juillet, l'armÃ©e israÃ©lienne a effectuÃ© un raid sur les principaux bureaux de DEI-Palestine Ã El Bireh, prÃs de Ramallah. Selon le rapport de l'organisation, les soldats ont dÃfoncÃ© la porte et confisquÃ© six ordinateurs de bureau, deux ordinateurs portables et des dossiers de mineurs emprisonnÃs par IsraÃ«l qui sont reprÃsentÃs par l'organisation.

L'Union des comitÃ©s de travail agricole, fondÃ©e en 1986, a crÃÃ© des comitÃ©s agricoles dans toute la Cisjordanie et Ã Gaza. L'objectif de l'organisation, selon son site Web, est de contribuer au secteur agricole en favorisant la constance des agriculteurs et les moyens de subsistance durables. Â Selon le rapport annuel de l'organisation pour 2019, elle a contribuÃ© Ã la restauration de terres agricoles, au pavage de routes agricoles et Ã la construction de citernes d'eau de pluie. L'organisation a investi des ressources importantes dans la zone C de la Cisjordanie (sous contrÃle militaire et civil israÃ©lien total).

Deux des membres de l'organisation sont des membres du Front populaire de libÃ©ration de la Palestine, Samer Arbid et Abed el-Razeq Faraj, qui a Ã©tÃ© accusÃ© d'Ãatre complice du meurtre de Shnerb et d'occuper un poste dans une organisation non reconnue. En juillet, l'armÃ©e israÃ©lienne a fait une descente dans les bureaux de l'organisation Ã El Bireh et a laissÃ© un ordre de fermeture pour six mois.

Le Bisan Center est un groupe de rÃflexion crÃÃ© en 1989. Selon son Ã©noncÃ© de mission, il s'efforce de faire progresser les valeurs dÃmocratiques et progressistes. Bisan Ã©pouse une vision du monde de gauche et critique le rÃle de l'occupation israÃ©lienne dans la pauvretÃ© en Cisjordanie ainsi que les politiques nÃolibÃ©rales de l'AP. En mars, Bisan a publiÃ© un pÃriodique intitulÃ© The Progressive contenant des articles sur le dÃsengagement Ã©conomique d'IsraÃ«l. Samedi, Bisan a publiÃ© une dÃclaration disant: Â« Cette dÃclaration de l'Ãtat d'apartheid confirme la nature criminelle de l'occupation israÃ©lienne. Cette dÃcision intervient aprÃs des efforts ciblÃ©s du ministÃre israÃ©lien des Affaires ÃtrangÃeres pour noircir ces organisations et couper les liens entre elles et leurs partenaires Ã l'Ãtranger. Â» Fin juillet, l'armÃ©e israÃ©lienne a fait une descente dans les bureaux du Bisan Center.

En septembre 2019, IsraÃ«l a arrÃtÃ© l'ancien directeur de Bisan, Eteraf al-Rimawi, alors qu'il Ã©tait directeur du conservatoire de musique Edward Said. Il a Ã©tÃ© reconnu coupable dans le cadre d'une nÃgociation de plaidoyer en 2020 d'avoir occupÃ© un poste et d'Ãatre membre d'une organisation interdite et d'activitÃ©s au sein du Front populaire (principalement dans sa branche Ã©tudiante, selon la sentence). Il a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã 42 mois d'emprisonnement.

L'Union des comités de femmes palestiniennes, autre groupe figurant sur la liste de Gantz, a été fondée en 1980. Sa mission, selon son site web, est de promouvoir une société palestinienne avancée et libre de toute discrimination. L'organisation forme les femmes à la participation à la politique, aide à la création de coopératives et préserve l'artisanat palestinien traditionnel. L'organisation offre également une aide juridique et psychologique aux femmes.

***La directrice de l'Union, Khitam Saafin, a été arrêtée par Israël en 2020 et placée en détention administrative pendant six mois. En mai, alors qu'elle était en détention administrative, elle a été accusée d'occuper un poste dans une organisation illégale. L'organisation a publié samedi un communiqué indiquant qu'elle considérait la déclaration de Gantz comme diffamatoire et qu'elle visait à contrecarrer le droit des femmes palestiniennes à défendre leurs droits nationaux, sociaux, culturels et juridiques.***

Source : [Haaretz](#)

Traduction TT pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2021/10/25